

**ELEMENTS D'ANALYSE DE L'IMPACT
DE LA LIBERALISATION COMMERCIALE
SUR LA DYNAMIQUE DE L'EMPLOI : LE CAS ALGERIEN**

Ahmed TOUIL¹

Résumé :

La globalisation est actuellement une réalité économique que vivent de manière particulière les Pays d'Afrique du Nord (P.A.N). La baisse des tarifs douaniers a eu pour conséquence première la croissance vertigineuse des importations. Ces dernières deviennent l'activité économique principale qui domine quasiment le reste des activités. Le commerce et le négoce se multiplient alors au détriment des autres formes de canalisation des investissements.

Or les économies de ces pays, en bute à un chômage *lourd* touchant la majorité de la frange des jeunes (moins de trente cinq ans) de leur population -restent toujours mono exportatrices ou mono productrices (matières premières et/ou tourisme à la limite) et donc entièrement dépendantes des fluctuations des marchés externes. Aussi tentent-elles de mettre en oeuvre des politiques à même de susciter et de dynamiser les activités économiques internes. Elles comptent pour cela sur les échanges externes. L'objectif reste celui de rendre compatibles objectifs nationaux, en particulier la réduction du chômage, et mondialisation économique. Pour ce faire des programmes dits de relance économique, ayant pour pivot principal le développement de la PME/PMI, sont élaborés. Cependant il est à souligner que d'une part ce type d'entreprise vit trop de contraintes et demande par conséquent de plus en plus d'assistance publique, ce qui déroge aux règles du libéralisme, et que d'autre part la croissance semble problématique, à partir du moment où la relation croissance -emploi semble n'être ni évidente ni automatique. Et que même si gains de productivité il y a le problème de leur affectation, étant donnée la nature de ces économies qui ont à pallier plusieurs types de déficience, à l'instar de celle algérienne, continue de se poser. En outre ce sont des économies caractérisées par des lenteurs, notamment, dans l'exécution et donc par des taux de réalisation assez faibles. Ceci laisse apparaître des distorsions et des dysfonctionnements entre objectifs et la "mécanique" économique.

Dans de telles conditions la question qui se pose de prime abord est la suivante : quelle politique économique, et quels en sont les fondements et instruments, pour quelle dynamique de l'emploi ? Un examen in fine des programmes de relance économique mis en oeuvre, à partir de la période PAS, de la structure des importations ainsi que des tendances de l'investissement privé, permettra de mesurer l'impact du libéralisme commercial sur la confection de la politique de l'emploi et d'appréhender les perspectives du développement du marché de celui-ci.

La présente analyse s'intéresse particulièrement à examiner la corrélation degré d'ouverture et croissance de l'emploi à travers les relations habituelles de mesure des impacts prévalant dans ces cas. En ce sens elle reste fondamentalement empirique et trouve référence en les statistiques et données concernant l'Algérie.

Les conséquences de l'ouverture commerciale sur l'emploi forment un thème récurrent de l'analyse économique. Actuellement les études se concentrent sur l'analyse et la mesure de l'impact de la globalisation sur le marché du travail. La plupart des études sont estimatives à partir de relations techniques et/ou spécifiquement économétriques. Cependant elles supposent implicitement toutes que les différentes économies évoluent à conditions égales. Ce faisant elles éludent souvent que les avantages des unes sont les inconvénients pour la plupart du reste notamment en ce qui concerne les économies en transition. Ces dernières font front à diverses et multiples contraintes et déficiences internes. D'autre part ces mêmes économies subissent plutôt qu'elles ne contribuent de manière "intégrative" le commerce mondial. Ainsi dans leur majorité elles sont obligées d'opérer continuellement des ajustements afin de réduire les effets négatifs de l'ouverture. Cependant elles ne disposent pour ce genre d'opération.que de faibles moyens et capacités.

I- Les états de la nature :

Toutefois, et travers de multiples projets d'envergure nationale, des accords et contrats de partenariat, des tentatives sont élaborées afin de juguler les effets indésirables de la mondialisation. Ces interventions visent, en particulier, à donner naissance à une vraie dynamique à l'économie nationale.

Mais quels en sont les arguments?

1- les possibilités :

La libéralisation du commerce extérieur pour les pays en transition, en général, et les P.A.N, en particulier, peut induire trois conséquences principales:

a) la réduction des recettes. Un manque qu'il va falloir suppléer par d'autres sources de revenus qui dans ce cas consistent soit :

- en l'augmentation de la production fondamentale, agriculture, hydrocarbures ou encore textiles lesquelles trouvent leurs limites dans la concurrence et les possibilités- techniques et économiques- de production,
- en l'augmentation des recettes fiscales internes ce qui desincite l'investissement- national et international- déjà maigre,

¹- Maître de conférence en économie/ faculté des sciences économiques et de gestion UTlemcen BP226 Tlemcen 13000 Algérie ; Tel+073245614 ; fax+21343212166 ; email :atouil@ifrance.com

- recourir à l'endettement, déficit et/ou emprunt ce qui leur est quasi non permis puisque caractérisées par la faiblesse de l'épargne interne et soumises aux conditionnalités du FMI par suite de l'application du programme de l'ajustement structurel..

b) l'augmentation des importations pour couvrir la demande nationale d'une part de consommation en biens finals et d'autre part de production en produits intermédiaires.

c) et théoriquement la dynamique économique par effet d'intégration.

Or quel est l'impact réel sur ces économies?

Pratiquement le phénomène ouverture économique, quoique récent, accroît déjà les difficultés des économies des P.A.N: persistance de l'économie informelle et de ses conséquences. Leur insertion au marché mondial ainsi que l'assainissement de leurs équilibres macroéconomiques restent difficiles: en témoignent les incessants et multiples appels aux IDE considérés comme la solution idoine.

2- commerce et ouverture :

Ce type d'économie importe l'essentiel de l'étranger puisque la production, à de rares exceptions près telles agriculture –textiles ou encore hydrocarbures, est déficiente.

a) l'insertion :

Ainsi l'exemple de l'Algérie illustre bien le type contradictoire de ces économies . En effet a priori l'économie est bien insérée au commerce mondial. Tant les exportations que les importations paraissent importantes et quasi équilibrées. Or un examen in fine, qui consiste à appréhender l'économie hors secteur hydrocarbures, révèle que les exportations hors hydrocarbures, -notées $export_{hh}$ dans le tableau numéro 1- sont négligeables alors que les importations sont assez significatives: fait qui ne reflète guère les efforts, en particulier monétaires, consentis.

Tableau n°1: Commerce international: 10^6 US\$

année grandeur	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1.commerce Export(=X)	3970	4890	880	3040	22560	20000	20012	26028	34066	47345
Export _{hh}	79	98	18	61	451	400	400	400	680	947
Import=M 2.degré couverture	11239	10280	10850	11520	11700	11920	14991	16238	21808	24605
X/M	0,35	0,48	0,08	0,26	2	1,7	1,33	1,6	1,56	1,92
(X/M) _{hh}	0,007	0,009	0,002	0,005	0,04	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02

Source : banque mondiale ; hh= hors hydrocarbures.

Ainsi l'insertion au commerce international ne saurait être examinée et analysée que de ce seul point de vue. Plusieurs ratios peuvent refléter ce phénomène tels le taux de couverture, le taux d'ouverture, le taux de pénétration économique...

Les degrés de couverture peuvent être de deux catégories: un global -X/M- et un autre- (X/M)_{hh} – appréhendé hors hydrocarbures.

Dans le premier cas c'est l'illusion hydrocarbures. Les exportations, tous produits confondus, arrivent à couvrir les importations. Mais ce fait n'est qu'illusoire puisque finalement cette couverture est strictement liée au prix fluctuant du pétrole.

Dans le second cas l'insertion peut être considérée comme réelle.. Les exportations ne couvrent d'aucune manière les importations. Autrement dit l'économie algérienne se trouve pratiquement à la marge du commerce international Par conséquent l'effet croissance économique, ou multiplicative, ayant pour origine le commerce extérieur est très faible.

b) à quel degré?

En général le degré d'ouverture d'une économie est mesuré par le ratio $\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}$. Une proportion qui peut être calculée en termes brut et en termes hors hydrocarbures. Cependant le cas de l'économie algérienne serait mieux interprété si le commerce était limité aux seules exportations. Cela donnerait un degré d'ouverture mesuré par le ratio X/PIB. ET là aussi la considération de deux types de ratios, l'un brut X/PIB et l'autre réduit (X/PIB)_{hh}, serait introduite.

Tableau n°2 : le degré d'ouverture

Année ratios	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
$\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}$	0,16	0,16	0,12	0,15	0,32	0,29	0,31	0,31	0,33	0,35
$\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}_{\text{hh}}$	0,23	0,20	0,20	0,22	0,25	0,22	0,27	0,25	0,29	0,30
x/PIB	0,008	0,01	0,002	0,006	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
x/PIB_{hh}	0,003	0,004	0,0007	0,002	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02

Source: calcul effectué d'après les données précédents

En réduisant le calcul aux seules exportations le ratio fait état d'un très faible degré. Malgré les revenus importants et donc des capacités de financement colossales l'économie algérienne n'arrive pas à se diversifier. Autrement dit le développement des branches de la production matérielle hors monoproduction peut être considéré comme quasi stationnaire. Et par conséquent l'impact du commerce extérieur et de la libéralisation est a priori à un seul sens celui de la demande nationale adressée à l'étranger.

En intégrant la moyenne du commerce général l'insertion reste faible. Le quotient atteint dans le meilleur des cas les 35%. Cependant si le taux brut connaît un rythme de croissance relativement élevé celui net (hh) est quasi stationnaire ou augmentant lentement.

3- Croissance sectorielle

La composition de la production ou PIB permet d'éclairer la situation. Les VA sectorielles ont atteint les niveaux tels que rapportés dans le tableau suivant:

Tableau n°3 : le PIB_{hh} (10⁶ US\$) :

(VA = valeur ajoutée; IF= industrie manufacturière; A=agriculture; S=services)

Année variable	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
V.A IF	4060	4088	4602	4242	3897	4063	4110	4456	5102	5280
V.A A	5070	4920	5267	5053	4411	5490	5210	6590	7710	8271
V.A S	15956	16485	17640	16853	15829	18548	19496	21790	26370	29114
PIB _{hh}	25090	25493	27509	26148	24143	28101	28816	32836	39182	42669
PIB	46845	47870	47357	47592	53455	54855	55914	68019	85014	102257

Source : banque mondiale: les Annexes Algérie en bref.

La reprise économique ne semble être amorcée qu'à partir des toutes dernières années. Or durant ces années le prix du pétrole a connu une augmentation vertigineuse.

En termes de taux de croissance relatifs l'état économique a évolué comme suit:

Tableau 4 : Les taux de croissance

(% en termes de prix de l'année précédente t-1)

Année grandeur	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
A.	/	-3	7	-4	-13	24	-5	26	17	7
I.F..	/	0,7	13	-8	-8	4	1	8	14	3
PIB _{hh}	/	2	8	-5	-8	16	3	14	19	9
PIB	/	2	-1	0,1	12	3	2	22	25	20
M production	/	-44	-27	36	61	14	11	-16	-3	
X _{hh}	/	24	-82	239	639	-110	00	00	70	39
Emploi total	/	10	0,8	2	4	18	-17	29	17	2
Emploi I.F.	/	-3	1	0	0,8	1	-0,4	61	32	-6

Mproduction = importation pour les besoins de la production, X_{hh} = exportations hors hydrocarbures

Ces taux seraient encore plus bas s'ils étaient calculés en termes constants. Intrinsèquement l'économie est instable ou encore à la recherche de ses équilibres.

Les importations connaissent une structure toute particulière. Les biens capitaux ne dépassent guère les 37% tandis que les importations alimentaires tournent autour des 25% en moyenne. Mais des biens capitaux il faut déduire tout bien durable non destiné à l'industrie.

Les produits destinés à la production industrielle sont de l'ordre de 27% du total des importations. Ils se composent respectivement- pour les années 1999, 2001 et 2003-

- de biens d'équipement et machines à hauteur de	19%	22%	37%
- de produits de base et transformés de	41%	39%	17%

Soient des proportions, rapportées à l'ensemble importations, négligeables.

Est-ce à dire que l'ouverture n'a aucune impulsion sur la production nationale, hormis le secteur rentier, et par conséquent n'induit au niveau de l'emploi que des disparitions par suite du déclin de la production en particulier matérielle et in fine industrielle. En effet l'examen de la structure du PIB montre que les activités de production matérielle- agriculture et industrie manufacturière- n'ont qu'une très faible contribution- en termes de valeur ajoutée respectivement 8% et 5%- à la formation du produit. D'autre part l'emploi décroît très sensiblement en ce qui concerne l'industrie hors hydrocarbures. Ce déclin n'est contrebalancé que par l'emploi dans le tertiaire en particulier hors administration publique laquelle offre de l'emploi plus ou moins permanent.

II- Mesure :

La mesure de l'impact dans de telles économies ne saurait être effectuée qu'en termes de nombre d'emplois entraînés. Cependant le problème surgissant est celui de pouvoir isoler, ou problème d'imputation, l'effet importation par rapport aux autres effets de politique économique internes en l'occurrence ceux des investissements public et privé. Plusieurs tentatives ont été entreprises et mises en oeuvre telles celles qui consiste à supposer que toute importation est assimilée à une réduction d'emplois et que toute exportation est une création d'emplois, conception qui s'inspire des travaux de Leontieff et de ses successeurs.

Or une exportation n'est que l'excédent de la production interne et que toute importation n'est qu'un défaut de production interne.

En outre ce type de mesure n'intègre pas la productivité du travail.

Dans le cas donc de ces économies l'important est d'examiner la structure des importations en particulier puisque les exportations sont de genre mono. C'est à dire voire si le commerce implique ou non une diversification de la production et par suite contribue à l'amélioration du niveau général de l'emploi.

Concernant les importations la distinction entre celle pour les besoins de la consommation et celle pour ceux de la production permet d'étudier son incidence sur l'emploi. En effet une importation de biens de consommation réduit plutôt la production locale tandis que celle de biens intermédiaires- pour la transformation- l'améliore. Ainsi l'importance du volume de l'emploi dépendant du volume des importations de biens intermédiaires.

Toutes choses étant égales par ailleurs le nombre d'emplois global est donc celui induit normalement par l'investissement productif plus celui entraîné par les importations des produits intermédiaires. C'est parce que "les importations sont...mécaniquement liées à l'activité. Cette complémentarité à l'activité interne fait jouer aux importations le rôle d'un "impôt" ou d'un coût variable proportionnel à la production finale on est tenté de penser à une relation technique entre les biens intermédiaires-importés et la production)"².

Ainsi l'emploi est estimé à partir du volume de l'investissement total rapporté au coût de création d'un emploi. Ce qui donnerait un volume théorique qu'il serait judicieux de rapprocher à celui effectivement réalisé au niveau de l'entière économie..

Dans une deuxième étape l'analyse et la quantification de l'emploi s'opère à partir de la contribution, ou valeur ajoutée, de chaque branche économique à la dynamique de la production ou activité générale (en termes de croissance du PIB). Ainsi la nature de l'emploi, entre emploi temporaire et emploi permanent, peut être appréhendée. Plus l'emploi est d'origine industriel plus l'emploi global tend à être permanent et se développe par ailleurs et inversement plus l'emploi industriel chute plus l'emploi tend à être temporaire et précaire.

1- le réel :

L'emploi réellement réalisé au niveau de l'économie algérienne est donné par les statistiques suivantes selon les sources officielles de l'Office National des Statistiques (ONS) et de la Banque Mondiale:

Tableau n°5 : Emploi

Année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
A.	1100	1140	1180	1185	1185	1312	1328	1412	1617	1480
I.F.	500	487	493	493	497	502	500	804	1061	1000
S.	2900	3334	3327	3422	3600	3406	4668	3668	4153	4300
total	4500	4961	5000	5100	5282	6229	5200	6684	7798	7980

Source: banque mondiale et ONS

Ces données permettent de déduire la croissance annuelle suivante:

Emploi total	/	10	0,8	2	4	18	-17	29	17	2
Emploi I.F	/	-3	1	0	0,8	1	-0,4	61	32	-6

L'emploi officiellement déclaré a été donc positif durant la période étudiée, exception faite de l'année 2002 au niveau total et pour les années 1997, 2002 et 2005 en ce qui concerne l'emploi dans l'industrie.

A titre comparatif que va révéler l'entrée en jeu des estimations à partir des relations précédemment évoquées faisant appel au degré d'ouverture ou à la productivité horaire?

La productivité du travail est une productivité horaire estimée sur la base d'un volume horaire hebdomadaire de 44 heures par travailleur pendant 44 semaines effectivement travaillées dans l'année ce qui donne $44 \times 44 = 1936$ heures annuelles par travailleur soit environ 1900 heures pour les commodités du calcul. Ce dernier confère le tableau suivant:

Tableau n° 6: productivité du travail

Année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
A.	/	2,27	2,35	2,24	1,96	2,2	0,19	2,06	2,51	2,94
I.	/	4,42	4,91	4,53	4,13	4,30	4,33	2,92	2,53	2,78
S	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Totale	/	7,51	5,00	4,90	5,30	4,60	5,70	5,40	5,70	6,74
hh	/	2,7	2,9	2,7	2,4	2,37	2,92	2,60	2,64	2,80

La productivité est apparemment très intéressante mais toutefois décroissante pour l'industrie et constante pour le reste des activités en dehors des hydrocarbures. En effet en intégrant ce dernier la productivité est élevée et est croissante. Cette première constatation laisse supposer que le niveau de l'emploi, toutes choses étant égales par ailleurs, est maintenu grâce au développement des activités de services et de l'agriculture.

Qu'en est-il théoriquement du niveau de l'emploi?

2- le théorique :

L'emploi théorique peut être estimé à partir de deux relations: celle attribuée à Fourastié, et l'autre déduite à partir de la fonction de production réduite aux taux de croissance.

*a) à partir de la relation de Fourastié.

Cette relation permet de déterminer les variations annuelles du niveau de l'emploi (Δn) en termes de pourcentage par comparaison des variations des niveaux de la production (Δy) et ceux de la productivité horaire du travail (Δp). Elle s'exprime en les termes suivants:

Taux de variation de l'emploi $\Delta n = \Delta y - \Delta p$ = taux de variation de la production
- taux de variation de la productivité

tel que : $\Delta n = \Delta y - \Delta p$ toutes choses égales par ailleurs. En effet la variation de la productivité, notamment, peut être due à la diminution, dans le temps, du volume horaire ce qui peut fausser l'interprétation de sa croissance.

En outre la production est mesurée en termes courants et donc non déflatée.

Ainsi l'emploi, par rapport à la productivité du travail telle que calculée et la variation de la production telle que mesurée, et nonobstant les facteurs d'organisation du travail et la manière dont sont employés les gains de productivité, aurait du évoluer ainsi:

Tableau n°7 : Variation de l'emploi (%)

année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Emploi total	/	-5	-6	-4,8	6,7	-1,6	-3,7	19,4	19,3	13,26
Emploi production	/	-0,7	5,1	-7,7	-10	13,6	0,08	11,4	16,4	6,2
industrie	/	-3,7	8,1	-13	-12	0,3	-1,9	5,4	11	0,2

Deux périodes marquent cette évolution: une période de décroissance, de 1997 à 2002, et une autre de croissance pour le reste du temps soit au delà de 2003. Ce phénomène peut-il être expliqué par la seule stabilité de la productivité pour les branches économiques essentielles?

Et cette tendance à la variation positive va-t-elle se poursuivre?

Comparativement l'emploi réel ne correspond guère, pour la plupart des moments de la période, à l'emploi théorique. Il reste donc, comme on peut le déduire, le fait de l'intervention et de la régulation étatiques en partie et par le désinvestissements et investissements privés de l'autre. Il connaît une tendance régulière à soubressauts ou pics inexplicables.

Rapporté à l'évolution des importations des biens d'équipements et biens pour les besoins de la production l'emploi total évolue de manière similaire. Au niveau de la production matérielle le niveau de l'emploi semble de même sens mais disproportionné: en effet quand les importations augmentent ou chutent de façon importante l'emploi ne suit que très faiblement.

*b) D'autre part le même niveau d'emploi peut être toujours théoriquement déduit de la fonction de production simple où la production est réalisée grâce à l'effectif employé, sans autre considération, telle que $y = l \cdot p$ multiplié par la productivité par tête (p) donnant: $y = p \cdot n$ ou $n = \alpha y$ si α est l'inverse de la productivité du travail ($\alpha = 1/p$).

y peut être extrapolé, en tant que taux de croissance de la production, de la relation de Mundell-Flemming⁴, dont l'application relève d'un autre contexte d'analyse (IS-LM), qui est de type $Y = I(r) + X/s + m$ où s et m sont des propensions à épargner et à importer.

Si les $I(r)$ et s sont négligés, en considérant que les rôles de l'épargne et du taux d'intérêt ne sont pas significatifs étant donnés les facteurs déterminants de l'économie algérienne et où le privé tend à se retrancher vers l'économie informelle entendue *lato sensus* et donc vers la création de l'emploi précaire, alors la relation peut être réduite aux seuls termes des taux de croissance et prend la forme de $y = x/m$.

Ainsi la production dépendrait strictement des propensions moyennes à exporter et à importer.

Finalement le niveau de l'emploi serait égal à: $n = \alpha (x/m)$.

Autrement dit le taux de couverture devient la variable explicative du taux de variation de l'emploi. Un niveau qui devient périodiquement ajusté par le taux de croissance de la productivité du travail. Cette interprétation peut être confirmée par le fait que la croissance de la productivité du travail est intimement liée à la croissance du capital technique. Comme ce dernier fait l'objet des importations (biens d'équipement, machines-outils...), et donc non de la production nationale, alors l'emploi ne peut être expliqué que par le commerce extérieur.

Le commerce extérieur s'avère, théoriquement, avantageux pour l'emploi. Il aurait du le ramener aux niveaux annuels, tous positifs, suivants:

Tableau n°8 : L'incidence

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Emploi total	0,07	0,02	0,05	0,38	0,37	0,23	0,03	0,27	0,28
Emploi production	0,003	00	0,002	0,02	0,01	0,01	0,008	0,008	0,007
Emploi I.F	0,002	00	0,001	0,001	0,007	0,007	0,007	0,008	0,007

Cette nouvelle mesure donne donc une variation positive tout au long de la période. Ainsi les importations, nonobstant l'effet des autres facteurs, sont dynamisantes pour l'emploi. Toutefois ces réalisations restent mitigées. En effet si au niveau global l'emploi est fouetté, il reste très faible au niveau de la production hors hydrocarbures et particulièrement au niveau de l'industrie manufacturière.

Cette approche se révèle efficace eu égard aux déterminants de l'économie algérienne. Trop d'importations pour peu d'exportations ne peut avoir qu'une signification à savoir que les entreprises algériennes développent très peu de relations entre elles avec des niveaux de production infimes. C'est là une des raisons qui peuvent expliquer que les importations n'influencent pas l'emploi créé. Ce dernier reste tributaire de la bonne volonté du décideur public.

Les deux types de mesures théoriques ne sont donc pas concordantes malgré qu'elles font intervenir toutes deux, même si c'est de façon implicite pour l'une, l'effet commerce extérieur. C'est finalement grâce aux importations que l'activité économique arrive à se maintenir.

Conclusion :

La mesure de l'impact du commerce et de la mondialisation sur l'emploi s'avère difficile.

Les différentes méthodes ne prennent pas en compte les rouages et mécanismes propres à chaque économie. En effet chaque économie, en transition, est marquée par ses propres contraintes d'évolution en particuliers celles de motivations à entreprendre et à investir. Le travail consiste donc à pouvoir pondérer chacun des facteurs dans la détermination du niveau de l'emploi.

En effet ce dernier est beaucoup plus le fait de la volonté de 'caser les chômeurs' qu'un fait induit c'est à dire d'origine purement économique.

Le commerce extérieur est une somme de flux qui nécessairement a son impact sur l'activité économique et par delà sur l'emploi. Cependant les économies du Maghreb, cantonnées dans un rôle de fournisseur de matières primaires, s'insèrent dans l'économie mondiale par la demande et donc par l'importation. Une importation, qui paradoxalement dans le cas algérien, n'a pas d'effets économiques conséquents à son importance. Ce fait contribue à la naissance, non à une quelconque industrie ou à une quelconque spécialisation mais plutôt, à la spéculation et l'intermédiation commerciale et mercantile.

Ainsi l'emploi créé en Algérie ne serait que de l'emploi précaire ou, comme le qualifient certaines analyses, d'emploi politique.

Bibliographie :

- Adserà Alicia; Carles Boix Trade, Democracy, and the Size of the Public Sector: The Political Underpinnings of Openness *International Organization*, Vol. 56, No. 2. (Spring, 2002), pp. 229-262.
- Bails Joëlle Productivité Cahiers français n°279/ 1997
- Banque mondiale : -Note sur la politique économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord aout 2005 -Report No. 35376 MNA Morocco, Tunisia, Egypt and Jordan after the End of the Multi-Fiber Agreement Impact, Challenges and Prospects December 2006
- Le Bureau à Rabat : "Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité". 2005
- Algeria at glance 2006
- World Development Indicators Database, April 2006 : Algeria data profil
- Drezner Daniel W. Globalization and Policy Convergence *International Studies Review*, Vol. 3, No. 1. (Spring, 2001), pp. 53-78.
- Feenstra C. Robert, Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 4. (Autumn, 1998), pp. 31-50.
- Garcia Claude, Contrainte extérieure, *Cahiers français* n°279/1997
- Garrett Geoffrey, Global Markets and National Politics: Collision Course or Virtuous Circle?, *International Organization*, Vol. 52, No. 4, International Organization at Fifty: Exploration and Contestation in the Study of World Politics. (Autumn, 1998), pp. 787-824
- Leon Alain & Thierry Sauvin, De l'économie internationale à l'économie globale, *Editions Ellipses* Paris 2005
- Levy-Garboua Vivien & Bruno Weymuller, Macroéconomie contemporaine, *Economica* Paris 1991
- Milewski, Françoise Commerce extérieur et échanges internationaux, *Cahiers français* n°286/1998
- Mucchelli Jean-Louis & Thierry Mayer, Economie internationale, *Dollos* Paris 2005
- ONS Algérie
- Panagariya Arvind, International Trade, *Foreign Policy*, No. 139. (Nov. - Dec., 2003), pp. 20-28.
- Rainelli, Michel La nouvelle théorie du commerce international, *Reperes La Découverte* Paris 2003
- Taylor Lance, Globalization, Liberalization, Distribution, and Growth: Developing and Transition Economies *Proceedings of the American Philosophical Society*, Vol. 143, No2. (Jun., 1999), pp. 187-193.
- Winters L. Alan; Neil McCulloch; Andrew McKay, Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far *Journal of Economic Literature*, Vol. 42, No. 1. (Mar., 2004), pp. 72-115.